

SECTION 3 PSYCHOLOGIE ET PHILOSOPHIE

Semestriel

GRALIFAH N°2 Vol.2

CONSTRUCTION IDÉOLOGIQUE DES PARTIS POLITIQUES EN AFRIQUE NOIRE : RÉALITÉ OU UTOPIE ? LE CAS DU GABON

Dr. Faustin MOUNGUENGUI

Centre de Recherches et d'Etudes en Psychologie (UOB-CREP)

Université Omar Bongo (Gabon)

fallasfr@yahoo.fr

Résumé

La formation des partis politiques en Afrique noire est, globalement, un phénomène relativement récent. Aujourd'hui, les partis politiques occupent une place majeure et constituent des instruments de la construction nationale, et le principal moyen d'action du gouvernement. Au Gabon, c'est depuis le début des années 1990, qu'il est tout à fait légal de former un parti politique. Pour ce travail, nous nous sommes interrogé sur les idéologies à l'œuvre au sein des partis politiques gabonais. L'enquête réalisée selon l'hypothèse que les idéologies au sein des partis politiques gabonais sont souvent plus affirmées que pratiquées, nous a permis d'apporter des explications à ce qui apparaît comme une absence réelle d'idéologie au sein de ceux-ci, du fait d'un contexte historico-socio-politique complexe et inédit. Ainsi, l'idéologie doit revêtir une « importance capitale » et doit être clairement formulée, mise en pratique au quotidien afin de permettre à chacun de pouvoir y adhérer ou pas. S'il nous semble quelque peu exagéré de dire que les partis politiques n'ont pas d'idéologies, il nous semble tout autant abusif de dire que les idéologies au sein des partis politiques gabonais jouent pleinement leurs rôles. Réalité ou utopie, tout est finalement une question de compréhension du paysage politique gabonais et de ce qui le structure.

Mots clés : Idéologie ; Idéologie politique ; Parti politique ; Afrique noire ; Gabon.

IDEOLOGICAL CONSTRUCTION OF POLITICAL PARTIES IN BLACK AFRICA : REALITY OR UTOPIA ? THE GABON'S CASE

Abstract

The formation of political parties in black Africa is, overall, a relatively recent phenomenon. Today, political parties occupy a major place and constitute instruments of national construction, and the main means of action of the government. In Gabon, it has been completely legal to form a political party since the early 1990s. For this work, we questioned the ideologies at work within Gabonese political parties. The investigation, based on the hypothesis that the ideologies within Gabonese political parties are often more affirmed than practiced, allowed us to provide explanations for what appears to be a real absence of ideology within them, due to a complex and unprecedented historical-socio-political context. So, the ideology must take on « capital importance » and must be clearly formulated and put into practice on a daily basis in order to allow everyone to adhere to it or not. While it seems to us somewhat exaggerated to say that political parties do not have ideologies, it seems to us equally abusive to say that the ideologies within Gabonese political parties fully play their roles. So, reality or utopia, everything is ultimately a question of understanding the Gabonese political landscape and what has structured it.

Keywords : Ideology ; Political ideology ; Political party ; Black Africa ; Gabon.

Introduction

La formation des partis politiques en Afrique noire est un phénomène relativement récent, les premiers partis ayant été créés au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale (F. Gaulme, 1992). S'il est possible de souligner certaines exceptions, le caractère quelque peu tardif et la quasi-simultanéité de la formation des partis politiques en Afrique noire ont selon M. Duverger (1967) une raison dont l'origine est électorale. C'est au sortir de la Seconde Guerre Mondiale que le droit de suffrage fut progressivement reconnu aux Africains. Aujourd'hui, après plusieurs décennies d'existence, au gré de nombreux événements, les partis politiques au sein de cet espace sont considérés comme des instruments de la construction nationale et, le plus souvent, le principal moyen d'action du gouvernement (D. G. Lavroff, 1978). Ils occupent une place majeure dans le fonctionnement des pays et peuvent pour tout chercheur être objet à multiple interrogations.

S'agissant du Gabon, c'est depuis le début des années 1990, que grâce à des dispositions de la Constitution, il est tout à fait légal de former un parti politique. Dans ce sens, G. Rossatanga-Rignault (1993, p. 110) précise que « le droit de former des associations, des partis ou des formations politiques (...) est garanti à tous dans les conditions fixées par la loi » et que « les partis et les groupements politiques concourent à l'expression du suffrage (...), se forment et exercent leur activité librement dans le cadre fixé par la loi, selon les principes de la démocratie multipartiste ». Bien qu'on ne puisse pas évoquer le multipartisme en tenant compte des mêmes facteurs et caractéristiques, on peut tout de même parler de l'existence d'une forme de multipartisme dans la période post conférence nationale de 1990. En effet, avant les indépendances, on note déjà l'apparition de certains mouvements politiques et syndicaux qui s'opposent au système en place. C'est d'ailleurs dans ce sens que le président Léon Mba dissout l'Assemblée Nationale et installe le parti unique avec le B.D.G. dont l'actuel P.D.G. est en quelque sorte un prolongement. Pendant des décennies, ce système va perdurer. C'est donc au sortir de la restauration du multipartisme en 1990, que l'on a assisté à la formation d'un nombre impressionnant de partis politiques qui, *a priori*, comme le souligne S. N'Zegho Dieko (2014), doit être le gage d'une vitalité de la démocratie.

Si la liste des questions portant sur les partis politiques - en lien avec cet objet que constitue la psychologie dite politique qui est une « discipline introuvable », pour reprendre les termes de M.-L. Rouquette (1989, p. 223) - pourrait ne jamais s'arrêter, l'objet de la présente étude, c'est l'idéologie des différents partis qui constituent le paysage politique gabonais. Au Gabon, note S. N'Zegho Dieko (2014), la corrélation entre multitude et diversité des partis politiques et vitalité de la vie démocratique n'est pas probante. Devant ce constat, diverses explications sont avancées pour rendre compte de l'état des partis politiques non seulement en Afrique mais aussi au Gabon. Au-delà de ce que décrit G. Rossatanga-Rignault (1993) : un cadre mouvant dans des ambiances riches de contradictions et de phénomènes inexistantes en Occident, l'une des explications envisagées est la faiblesse ou l'absence d'un socle idéologique qui caractériserait ces partis politiques. Dans cette perspective, et tel est l'objet de l'enquête faite, il importe de savoir s'il est possible, dans le cadre du paysage politique gabonais, dans la pratique

politique quotidienne, de parler d'idéologie politique ; dans le sens d'une construction dynamique de cette dernière.

Toutefois, avant d'analyser le rôle sinon la place de l'idéologie au sein des partis politiques gabonais, il convient de définir de façon assez succincte la notion de parti politique que nous considérons, à la suite de G. Rossatanga-Rignault (1993), comme une association (personne morale) d'individus (physiques), organisée en vue d'une action politique visant la prise ou la conservation du pouvoir étatique. Dans le cadre du Gabon, le parti politique ressort comme « (...) une association à but non lucratif, institué en vertu d'une convention entre des personnes physiques jouissant de leurs droits civils et politiques et partageant les mêmes principes, en vue de participer, par des voies démocratiques, à la gestion des affaires publiques » (L. Levigot, 1994 ; S. N'Zegho Dieko, 2014 ; D. L. Seiler, 2000).

Afin de mieux cerner le rôle des partis politiques et surtout leurs organisations, J. Lapalombara et M. Weiner (1996) ont identifié quatre critères fondamentaux : D'abord, la continuité de l'organisation : une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle de ses dirigeants en place. Ensuite, la nationalisation de l'organisation : il s'agit ici d'une organisation bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national. On ne saurait donc concevoir un parti qui n'aurait pas de ramifications sur l'ensemble du territoire. Puis, ils parlent de la volonté d'exercer le pouvoir : il s'agit d'une organisation dont les dirigeants nationaux et locaux ont la volonté de prendre et d'exercer le pouvoir et pas seulement de l'influencer. Ce troisième critère est tout simplement décisif et permet de distinguer deux espèces traditionnellement opposées : d'un côté, le parti politique qui a pour objet de participer au pouvoir ; de l'autre, le groupe de pression qui a seulement pour but d'exercer une influence sur les détenteurs du pouvoir afin d'obtenir la satisfaction d'intérêts particuliers. Enfin, ils parlent de la recherche d'un soutien populaire. Pour ce critère, il s'agit d'une organisation qui a le souci de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière. Il faut donc s'engager dans la compétition électorale en vue de mesurer son influence et de conquérir des soutiens.

C'est donc fort de ces considérations, notamment les critères suscités qui définissent ce que doit être un parti politique, que nous nous sommes interrogé sur les idéologies à l'œuvre au sein des partis politiques gabonais. Aussi, la contribution de cette recherche tentera de répondre aux questions suivantes :

- Comment sont structurés les partis politiques gabonais ?
- Quelles sont les idéologies de ces partis et surtout quels rôles ont-elles ?
- Comment se construisent et se manifestent-elles dans les actions politiques ?
- L'agir des partis politiques et l'adhésion sont-ils fonction de leurs idéologies ?

Ainsi, après la présentation de l'enquête réalisée, en ayant fait l'hypothèse que les idéologies au sein des partis politiques gabonais sont souvent plus affirmées que pratiquées, nous allons apporter des explications à ce qui apparaît comme une absence

réelle d'idéologie au sein des partis politiques gabonais, du fait d'un contexte historico-socio-politique complexe et inédit.

1. Les partis politiques gabonais et la question de l'idéologie

1.1. *L'idéologie : une théorie générale des connaissances*

Écrire sur l'idéologie, note J. Baechler (1976), est une entreprise périlleuse. Elle peut, toutefois, selon H. Bloch, R. Chemama, E. Dépret et al. (1999, p. 446), se concevoir comme un :

ensemble plus ou moins cohérent de croyances, de savoirs implicites, de présupposés et de valeurs, que les individus élaborent au sein de leur milieu socioculturel et qu'ils utilisent dans la vie quotidienne pour interpréter la réalité et orienter leurs actions.

L'idéologie désigne la science des idées « le fondement des représentations sociales partagées par un groupe » et, pas exclusivement celle des idées politiques. Les idéologies ont pour fonction d'organiser et ou de légitimer les actions du groupe. Ce sont également des entités qui permettent aux individus d'orienter leurs actions et d'interpréter la réalité (R. Boudon, 1986 ; J. Michel, 2003 ; T. A. Van Dijk, 1998).

Les idéologies auxquelles nous référons sont considérées comme des idéologies politiques, dans le sens où elles sont en lien avec l'ensemble des pratiques, faits, institutions et déterminants du gouvernement d'un État ou d'une société (J.-F. Dortier, 1998 ; D. Moniere et J. H. Guay, 1987). Une idéologie politique est alors selon D. Parenteau et I. Parenteau (2008), une conception du monde et un programme politique. P. Cailleba et J. Edelbloude (2017, p. 44) parlent quant à eux de *weltanschauung*, c'est-à-dire une vision du monde, qui présente à la fois un récit des origines, une conception de l'histoire à venir, des outils d'analyse et des propositions d'action pour tendre vers cet idéal. Les idéologies politiques se distinguent des idéologies tout court, en raison de leur appartenance à la sphère politique comme principal horizon de leur déploiement, de leur évolution et de leur confrontation. Ainsi, toute action doit toujours reposer sur une manière particulière de penser le monde, ce qu'articule l'idéologie politique (D. Parenteau et I. Parenteau, 2008). Dans les sociétés occidentales par exemple, ces auteurs montrent que les différentes idéologies telles que le fascisme, le conservatisme, le libéralisme, le socialisme, etc. qui permettent de justifier les différentes actions, peuvent être regroupées à travers deux grandes familles traduites par le clivage Gauche-Droite.

Cependant, en Afrique, la situation est totalement différente. D. G. Lavroff (1978) note, à ce sujet, qu'il est extrêmement difficile de faire une présentation synthétique de l'idéologie des partis politiques, car l'homogénéité y est loin d'être totale néanmoins, il est possible de mettre en évidence un certain nombre de caractères communs. À l'exception du Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.) qui se réclame d'une idéologie libérale, au moins sur le plan économique, dans leur grande majorité, les partis politiques africains se proclament socialistes. Cette option socialiste est la conséquence de l'assimilation du colonialisme au libéralisme politique et économique. Le fait colonial étant considéré comme une étape dans l'évolution du capitalisme libéral, c'est l'adhésion

à l'idéologie socialiste qui ouvre la voie de l'indépendance politique et à la réparation des injustices passées. Aussi, seul le socialisme peut donner les moyens d'entreprendre une politique de développement économique et de rénovation des structures sociales. Les exemples de l'Union soviétique et de la Chine populaire impressionnent et laissent penser que le socialisme est la panacée pour les économies africaines.

La formation des populations noires est également un facteur essentiel quant à cette idéologie au sein des partis politiques en Afrique noire. On conçoit, de ce fait, le socialisme comme pouvant permettre de surmonter tous les obstacles sans considérer les différences importantes entre les richesses naturelles et le niveau de formation des populations, et celui des pays pris en exemple. Par ailleurs, la nature exacte du socialisme est variable. En effet, dans de nombreux pays d'Afrique noire, un grand nombre de partis adoptent un socialisme dit original qui n'admet pas l'existence d'une opposition de classes. La société africaine ne connaissant pas de lutte des classes, une révolution n'aurait pas le même sens que dans le schéma classique et tous les dirigeants africains excluent l'établissement d'une dictature du prolétariat. L'opposition fondamentale est celle plutôt entre nations prolétaires et nations riches, ces-dernières tirant leurs profits du travail des peuples non européens.

S'agissant du Gabon précisément, le contexte politique est le suivant. Le pays obtient son indépendance en 1960 sous le règne de feu Léon Mba. À sa mort en 1967, Omar Bongo accède au pouvoir, et il y restera jusqu'à son décès en 2009. De 2009 à 2023, le pays a été dirigé par Ali Bongo, fils du défunt président Omar Bongo. Entre 1968 et 1990, le pays est sous le régime du parti unique, le parti démocratique gabonais (P.D.G.). Le président Omar Bongo disait, pour justifier cette situation : « un seul chef, un seul parti, un seul combat ». Cependant, c'est suite à la conférence nationale de 1990 que le pays revient finalement au multipartisme. De 1991 à nos jours, le Gabon est sous le règne du multipartisme. Depuis l'avènement de la démocratie pluraliste en 1991, le Gabon, comme la plupart des pays d'Afrique noire francophone, a connu une prolifération vertigineuse des partis politiques issus de courants divers, prouvant ainsi la volonté des Gabonais de participer au débat public (F. Gaulme, 1992 ; S. N'Zegho Dieko, 2014).

En effet, avec la restauration du multipartisme en 1990, on a assisté à l'éclosion d'un nombre impressionnant de partis politiques, basculant brutalement le pays d'un système monopartite à un système multipartite. Cependant, après plus de vingt ans de multipartisme, force est de constater, note S. N'Zegho Dieko (2014), que dans la vie politique au Gabon, les partis politiques, tout comme l'expression des suffrages, n'ont pas aidé à instaurer une véritable bonne gouvernance, une transparence dans les élections, une alternance, même s'il existe quelques exceptions en Afrique. Des partis politiques ont rapidement proliféré sur des bases plus ou moins ethniques ou régionales, avec des idéologies souvent plus affirmées que pratiquées (E. Nguema Minko, 2008 ; A. Owono Mvé, 2015). En 1990, lors de la conférence nationale, on comptait environ 173 partis politiques et associations. Aujourd'hui, la tendance s'est dangereusement inversée à cause de l'hégémonie du Parti Démocratique Gabonais, des alliances conjoncturelles à la veille des élections présidentielles et surtout, de l'incohérence des partis de l'opposition dans leur conquête du pouvoir, marquant ainsi l'absence d'idéologie forte ou d'une véritable offre politique. Le type de population, le niveau d'éducation, les conditions de vie, le PIB

par habitant largement trompeur peuvent être des sources d'explication de l'hégémonie politique d'un quelconque parti, indépendamment de son offre politique.

On assiste de fait à la bipolarisation du paysage politique entre la majorité et l'opposition, qui s'est considérablement affaiblie depuis 1990 (E. Nguema Minko, 2008 ; A. Owono Mvé, 2015). Dans ce registre, il existe une autre catégorie de partis dits : « partis satellites ou gazelles ». La réduction des partis politiques est due essentiellement aux alliances conjecturelles et au manque de moyens financiers pour entretenir un parti politique. L'une des raisons de cette situation est évoquée par G. Rossatanga-Rignault (1997, p. 277), lorsqu'il traite des enjeux de ce qu'il appelle « le théâtre politique gabonais ». Il oppose ainsi la « galaxie présidentielle » - composée par la matrice P.D.G et les anciens barons qui veulent « vendre » en ayant leur propre parti - à la « nébuleuse oppositionnelle » qui, elle, demeure diffuse. Toutefois, aujourd'hui, on compte plus d'une cinquantaine d'organisations politiques légalement reconnues parmi lesquels le P.D.G. a toujours représenté, avant comme après l'avènement du multipartisme, le principal parti (S. N'Zegho Dieko, 2014).

Plusieurs études se sont déjà intéressées à l'idéologie des partis politiques au Gabon, et ont mis en exergue le fait qu'il est difficile de penser que les gens adhèrent aux partis politiques par rapport à leurs idéologies (E. Nguema Minko, 2008 ; S. N'Zegho Dieko, 2014 ; A. Owono Mvé, 2015 ; G. Rossatanga-Rignault, 1993). L'adhésion se fait essentiellement en raison de liens amicaux, familiaux ou d'intérêts personnels ; de plus la conception de la politique qu'ont ces leaders de partis n'autorise pas un autre positionnement. En ce sens qu'ils considèrent la politique davantage comme un moyen de gagner leur vie, de conquérir le pouvoir pour leur intérêt personnel, au détriment de l'intérêt de la nation. Apprécions à présent les données de l'enquête de terrain que nous avons menée.

1.2. L'enquête réalisée

Pour répondre à la problématique qui a donné lieu à cette étude, une enquête a été réalisée. La première phase a consisté en une revue de la littérature existante relative aux partis politiques de façon générale, portant sur l'Afrique noire en particulier, et plus précisément sur le Gabon ; et aussi à la consultation, lorsque les documents étaient disponibles, des textes qui régissent l'organisation et le fonctionnement des partis politiques gabonais, notamment leurs statuts et règlements intérieurs. L'enquête de terrain proprement dite a consisté en des entretiens réalisés avec les dirigeants des partis politiques gabonais, d'une part, et avec des spécialistes des questions politiques, d'autre part. Les entretiens étaient semi-directifs, réalisés via un guide d'entretien.

1.2.1. Les partis interrogés et leur positionnement idéologique

Les partis concernés par l'enquête sont :

Le Parti Démocratique Gabonais, le P.D.G. Les statuts du P.D.G. - adoptés par le 10^{ème} Congrès Ordinaire en avril 2013 - précisent que ce parti a été créé par le feu président Omar Bongo, le 12 mars 1968. Il a toujours été le principal parti dans le paysage politique gabonais. Si par le biais des entretiens que nous avons eu avec certains responsables du parti, ces-derniers se réclament d'un positionnement Centre Droit dont l'idéologie serait

le Conservatisme, à aucun moment dans les textes que nous avons consultés cela est clairement mentionné. Dans les statuts, au titre I : Des dispositions générales, en son article 1^{er}, il est précisé la devise du parti qui est Dialogue-Tolérance-Paix. Les objectifs, les valeurs et les principes qui sont censés guider les actions du parti sont indiqués en ses articles 3 et 4, et en son article 8, sont énoncés les moyens d'action et les activités qui permettent au parti de rendre concret ses objectifs, valeurs et principes. Cette absence manifeste d'idéologie claire au sein des textes du parti est une réalité qui ne date pas d'aujourd'hui. En effet, selon le livret écrit par le Centre d'Etudes Politiques du P.D.G. intitulé : *Parti Démocratique Gabonais (PDG), 47 ans d'évolution*, pour son fondateur, le parti ne se veut ni de Gauche, ni de Droite (Centre d'Etudes Politiques, 2015, p. 5). C'est donc cette formule restée d'ailleurs célèbre : « *ni à gauche, ni à droite. Toujours de l'avant !* », de la vision politique du feu président Bongo qui traduit clairement le positionnement idéologique du parti.

L'Union du Peuple Gabonais (U.P.G.) est une formation politique dont l'idéologie est, pour son Secrétaire général, proche du socialisme et de la social-démocratie. Ce parti a été créé le 14 juillet 1989 par Pierre Mamboundou dans une forme de clandestinité avant la conférence nationale. Cependant, à la lecture des textes de ce parti (statuts et règlement intérieur), il n'y a pas d'idéologie clairement mentionnée. Dans les statuts, notamment dans le titre préliminaire des principes généraux, il est indiqué que l'U.P.G. a pour objectif de bâtir avec les gabonaises et les gabonais, une société fondée sur la responsabilité de chaque citoyen et du peuple, l'égalité et la fraternité, le travail et l'équité, le libre exercice du droit dans le travail, ainsi que l'union de tous les bras dans l'effort de la construction nationale. Depuis le décès le 15 octobre 2011 de son fondateur, le parti a connu de nombreux bouleversements et donné lieu à la création de partis dissidents.

Le Centre des Libéraux Réformateurs (C.L.R.), créé le 7 septembre 1992 par Jean-Boniface Asselé, fait partie de la majorité présidentielle. Il met en avant les principes fondamentaux suivants : l'absence de classes, l'égalité des chances, la justice sociale, la répartition équitable des ressources, la solidarité, la lutte contre l'individualisme l'intérêt général partagé et prévalant sur les intérêts particuliers.

L'U.S. est l'Union et Solidarité. Parti assez récent, il résulte de la fusion entre l'aile dissidente de l'U.P.G. conduite par Moukagni Iwangou et le R.S.N. (Rassemblement pour la Solidarité Nationale) le 3 novembre 2017. Il a pour devise Dignité-Justice-Solidarité et selon les statuts de ce parti, au titre I dont l'intitulé est De la Création – De la devise – Des signes distinctifs – Du siège, en son article 7, il est signifié que l'U.S. est politiquement de Gauche. Des entretiens, il ressort que son idéologie est dite Social-Démocrate, c'est-à-dire qu'elle met l'homme au centre de ses actions politiques, avec comme principe de base la justice sociale.

D'autres partis, par le biais de certains de leurs membres, ont été également interrogés. C'est le cas des Démocrates (L.D.) qui, bien que récent, jouit d'une confortable représentativité à l'Assemblée nationale, ce qui en fait, aujourd'hui, le premier parti d'opposition. Il a comme président Guy Nzouba Ndama. Il y a également des partis tels que Le Rassemblement Patrie et Modernité (R.P.M.), la Restauration des Valeurs Républicaines (R.V.), les Sociaux-Démocrates du Gabon (S.D.G.), le Parti Social-

Démocrate (PSD), fondé en 1990 et dirigé par Pierre-Claver Maganga Moussavou, l'Union Nationale (U.N.) qui est un parti politique créé en février 2010 par Zacharie Myboto et le Rassemblement Pour le Gabon (R.P.G.).

En définitive, si l'ensemble des textes fondateurs des différents partis politiques n'indiquent pas de façon claire leurs idéologies au sens occidental faut-il le préciser, pour les différents dirigeants interrogés, l'idéologie et le positionnement de leurs partis respectifs sont bien réels. D'ailleurs, en dehors du P.D.G., les idéologies énoncées par l'ensemble des partis se recoupent : se réclamant d'un positionnement de Gauche, les partis politiques gabonais se rejoignent majoritairement sous la bannière soit du Socialisme soit de la Social-Démocratie. Pour ces leaders politiques, il y a, derrière ce positionnement, des idées qui mettent l'homme au centre des actions politiques par une meilleure répartition des ressources, une justice sociale et économique, par l'équité et l'égalité. Ainsi, logiquement, l'idéologie politique d'un parti, soutiennent-ils, doit être ce qui en principe fonde l'adhésion du membre.

1.2.2. L'idéologie au sein des partis politiques

Il apparaît, selon les responsables des partis politiques gabonais interrogés, que la conception de ce qu'est un parti politique reste consensuelle. Il s'agit d'un groupe de personnes qui partagent des idées, des convictions quant à la gestion des affaires publiques et qui ont pour objectif non seulement d'animer la vie politique mais aussi le fait d'accéder à l'exercice du pouvoir. Bien que cette définition semble s'appliquer à tout environnement, il faut noter que certains soulignent le fait que s'il n'est pas possible de parler d'un objet politique purement africain, pour mieux cerner les partis politiques, la contextualisation est néanmoins un élément important.

S'agissant de l'idéologie, elle constitue en quelque sorte l'identité des partis et son rôle est capital, reconnaissent-ils. En effet, si l'on peut parler de Socialisme, de Libéralisme et de Conservatisme comme les principales idéologies dont se réclament les partis politiques gabonais, il est à noter que bien que les textes ne le montrent pas, ces idéologies se traduisent concrètement par : l'absence de classes, la justice sociale, l'égalité des chances, la répartition équitable des ressources, la solidarité, la liberté, une méfiance à l'égard de l'autorité politique, le respect de la tradition laissée par les anciens, la hiérarchie sociale, le moralisme, la cohésion sociale, etc. Toutefois, si chaque parti comme nous l'avons vu, se réclame d'une idéologie claire, la pratique politique quotidienne visant à véhiculer ses valeurs, ses idées, pose problème (A. Augé, 2007). En dehors du P.D.G. dont le dirigeant interrogé n'a pas évoqué les mêmes faits, la quasi-totalité des autres partis ont souligné de nombreuses raisons qui justifient que les partis ne soient pas implantés dans le pays, que leurs idéologies soient très peu connues de façon précise, que leurs résultats lors des diverses élections ne soient pas à la hauteur des attentes, finalement, que les idéologies dont ils se réclament ne soient pas structurées et dynamiques. Parmi les raisons avancées qui empêchent les partis d'exercer, de pratiquer leurs idéologies, il y a l'environnement historique, le contexte politique et la question des moyens. Toutes ces raisons seront évoquées dans la partie qui va suivre.

1.2.3. Les résultats des législatives depuis les années 2000

Depuis l'avènement du multipartisme jusqu'au début des années 2000, il y a eu une décennie. Dix ans donc au cours desquels, on peut penser, à juste titre, que ce que G. Rossatanga-Rignault (1997, p. 176) appelle le « théâtre politique gabonais » a pu mûrir et se consolider. Si à la tête de l'État il n'y a pas eu d'alternance depuis, Omar Bongo était toujours président du Gabon, qu'en est-il au niveau des élections législatives ?

L'analyse des résultats de ces élections est plus que significative. En effet, depuis les législatives de 2001, on assiste à un raz-de-marée du P.D.G. principalement et de ses alliés face aux partis de l'opposition. Ainsi, en 2001, on a compté 88 députés P.D.G. sur les 120 sièges que comptait l'Assemblée nationale. En 2006, on a compté 80 députés P.D.G. sur les 120 sièges que comptait l'Assemblée nationale. En 2011, on a enregistré 114 députés pour le P.D.G sur 120 sièges que comptait encore l'Assemblée nationale. En 2018, on a compté 98 députés P.D.G. sur les 143 sièges que compte désormais l'Assemblée nationale. Sachant que la vitalité du paysage politique passe par la représentativité des différents partis à l'issue des divers suffrages, de tels résultats pouvaient-ils trouver écho avec les lignes idéologiques des différents partis concernés ?

2. Les partis politiques gabonais : pluralisme ou pluri-monopartisme ?

2.1. Les partis politiques en Afrique noire : entre pluripartisme et monopartisme

Comme nous l'avons déjà dit, la formation des partis politiques en Afrique noire est un phénomène relativement récent. S'il est possible de souligner certaines exceptions, le caractère quelque peu tardif et la quasi-simultanéité de la formation des partis politiques en Afrique noire ont selon M. Duverger (1967) une raison dont l'origine est électorale. C'est au sortir de la Seconde guerre mondiale que le droit de suffrage fut progressivement reconnu aux Africains. La création des partis politiques en Afrique noire est donc en liaison avec l'introduction du suffrage dans la vie politique des territoires. Ils devenaient nécessaires à partir du moment où les africains se voyaient attribuer le droit de vote. Il convient toutefois de souligner que, depuis lors, les partis politiques ont évolué différemment et ainsi joué des rôles bien distincts.

Les premiers partis politiques apparurent en Afrique noire à l'époque de la colonisation. Les raisons n'étaient pas toujours relatives aux questions de suffrage. À cette époque, certains partis politiques s'étaient formés pour mener une lutte d'indépendance contre les puissances coloniales. C'est le cas par exemple du Front pour la libération du Mozambique (FRELIMO). Ce sont des luttes armées qui ont donné lieu à la création de ce parti. Au départ, ce sont des groupements qui, du fait de leur organisation, se sont formés en parti politique afin de lutter contre la présence coloniale portugaise. L'ancienne puissance avait donc négocié l'indépendance avec ce parti et lui avait transmis le pouvoir. Ainsi, la nature et le rôle de ces partis étaient en relation étroite avec les caractères de la colonisation et les conditions dans lesquelles les territoires s'acheminèrent vers l'indépendance. Pour une meilleure compréhension des partis politiques en Afrique noire, il convient dès lors, avance D. G. Lavroff (1978), de distinguer les différentes anciennes

colonies. Pour notre part, le regard portera sur les colonies françaises (Côte-d'Ivoire, Gabon, ...) et celles anglaises (Ghana, Kenya, ...).

Pour les colonies françaises, malgré quelques exceptions rares et brèves, la politique coloniale était caractérisée par une grande centralisation. Tous les territoires étaient soumis à un système d'administration largement identique et, dans ces conditions, on peut admettre que tous ont connu une même évolution. Quant aux colonies anglaises, la formation des partis politiques s'est produite dans des conditions fort différentes de celles des colonies françaises. Pour la Grande-Bretagne, chaque territoire constituait une unité traitée indépendamment des autres. Il n'y a donc pas comme pour les colonies françaises, ni de vie politique unique pour l'ensemble des possessions anglaises, ni de grandes étapes marquant une évolution simultanée des structures politiques. Cependant, deux remarques sont à faire. La première est que la formation des partis politiques devrait être menée, au cas par cas afin de donner une vue exacte du problème. La seconde est que les partis politiques sont apparus et se sont développés dans le cadre de chacun des territoires. Il n'a pas existé de grands partis interterritoriaux posant le problème en termes de relation entre l'Afrique noire et la puissance noire (D. G. Lavroff, 1978).

Il y eut ensuite les indépendances. En quelques années, la grande majorité des territoires africains situés au sud du Sahara parvinrent à l'indépendance après une période plus ou moins longue d'autonomie interne. Bien qu'il existe certaines exceptions, notamment avec les colonies portugaises, dans l'ensemble, cette indépendance a été acquise dans d'excellentes conditions, sans qu'il ait été nécessaire d'entreprendre une guerre de libération nationale (D. G. Lavroff, 1978). L'accession à la pleine souveraineté internationale fut le résultat de négociations entre territoires africains et anciennes puissances coloniales.

Par ailleurs, si au sein de ces deux grandes périodes de l'histoire des partis politiques en Afrique noire (période coloniale et celle des indépendances), il est possible de parler à la fois du système du parti unique et de celui du pluralisme, le parti unique est la règle dans les États africains nés de l'indépendance. Évidemment, lors des indépendances, il a été mis en place, dans les nouveaux États, des constitutions parlementaires rédigées par des juristes issus des anciennes colonies (britanniques, français, belges). Très rapidement, les institutions parlementaires se sont dégradées et les nouveaux États sont passés à des régimes présidentiels ou de type présidentiel, ou encore à la suite de coups d'État, à des régimes militaires. Ce sont ces régimes qui ont établi, en majorité, le parti unique.

Toutefois, si tel est le cadre général de la situation des partis politiques en Afrique noire, comment discuter et davantage comprendre les résultats auxquels notre enquête est parvenue, dont l'objet, pour rappel, est l'idéologie dans le cadre du paysage politique gabonais ?

2.2. Analyse et discussion des résultats de l'enquête

L'approche qui est la nôtre concernant l'idéologie est en cohérence avec celle de T. A. Van Dijk (1998), qui conçoit les idéologies comme ayant des propriétés à la fois sociales mais aussi cognitives. Ainsi, sur le plan cognitif, les idéologies doivent être un type particulier de système de croyances sociales, stockées dans la mémoire à long terme. Les

partis politiques, pour se rendre davantage visibles et jouer pleinement leurs rôles doivent, pour cela, non seulement théoriser leurs idéologies, ce qui est le point de départ, mais surtout pouvoir les faire connaître et les pratiquer.

2.2.1. L'(in)existence de l'idéologie et sa dynamique au sein des partis politiques

Malheureusement, s'il est fréquent comme le souligne la FES (S. Friedrich Herbert, 2014), de rencontrer des sympathisants, des adhérents, des membres de partis politiques qui ignorent leurs identités idéologiques, les textes (Statuts et règlements intérieurs) qui formalisent chaque parti politique au Gabon n'aident pas davantage dans le sens où ils ne notifient pas clairement leur positionnement idéologique et, parfois même, les actions qui sous-tendent ces idées. Comment alors comprendre et expliquer ces faits ?

Il convient déjà de voir cette réalité comme non seulement un frein à la cohésion interne des partis, mais aussi un obstacle à l'objectif de mobilisation des masses autour des positions des partis dans la société, ce qui est pourtant l'un des principaux objectifs d'un parti. Comment comprendre qu'un dirigeant, cadre essentiel du parti, ne puisse pas disposer des textes de son organisation ? Nous avons relevé dans les lignes précédentes que la fondation de tout parti politique, et donc sa force et l'efficacité de son appareil - c'est d'ailleurs ce que préconise la FES (S. Friedrich Herbert, 2014) - se construisent à partir de la clarté et de la diffusion de son idéologie, de sa vision, de ses principes et de ses valeurs. Si l'idéologie n'est pas claire, elle ne peut pas être diffusée. Elle ne joue alors pas son rôle au sein des partis politiques et par là, elle n'aide pas à leur structuration.

Si certains acteurs politiques, essentiellement ceux de l'opposition, posent la question des moyens pour asseoir les valeurs de leur mouvement à travers l'ensemble du pays, en menant des actions concrètes, ils posent également la question du contexte à la fois historique, social et politique qui ne leur est pas favorable afin d'accomplir ces actions. Certes, cela reste un argument solide qu'il faut recevoir mais la logique commanderait d'avoir au préalable des idées, des principes théoriques clairs quant au positionnement idéologique, qui peuvent ensuite, dans la mesure du possible, être propagés par des actions correspondantes.

Si tous les partis politiques déclarent avoir des statuts et des règlements intérieurs – bien que nous n'ayons pas pu accéder à certains - qui précisent les principes généraux, et l'objectif politique, pour avoir consulté certains d'entre eux, force est d'admettre que le langage utilisé (juridique) ne tient toujours pas compte du niveau d'instruction des militants dans leur diversité, et peut ainsi représenter un autre handicap. Aussi, à défaut de se rendre dans les sièges afin d'y rencontrer les dirigeants qui peuvent vous répondre et vous fournir des textes, avec l'avènement de la technologie, serait-il indiqué d'avoir des documents électroniques facilement diffusables aux membres éloignés du siège du parti ou encore disponibles sur l'Internet, ce qui n'est pas le cas pour la quasi-totalité des partis au Gabon. Par ailleurs, au-delà même des textes, pour consolider ses valeurs, les dynamiser, les partis politiques devraient, à travers certaines pratiques quotidiennes ritualisées, et pas seulement en période électorale, travailler pour la promotion de leurs idéaux. Des tous les dirigeants interrogés, s'ils reconnaissent l'importance de ces pratiques quant à la bonne marche de leurs partis, très peu soutiennent agir dans ce sens.

Par exemple, selon les statuts du P.D.G., en article 8 les moyens d'action et les activités sont nombreux : Organiser des réunions, conférences, meetings, colloques, séminaires et congrès ; publier des revues, bulletins et ouvrages ; réaliser des films et des émissions radiodiffusées et télévisées ; organiser de souscriptions, quêtes, collectes, etc. Ce sont autant d'actions qui ne sont que très peu réalisées même en période électorale pour un parti comme le P.D.G., reconnaissent les dirigeants.

Effectivement, la construction de l'idéologie des partis politiques pose également un énorme problème si la vision et l'ambition pour le pays ne passent pas par le fait d'être visibles dans la dynamique interne de l'organisation. Par l'observation, l'on sait que, à force de répéter certaines pratiques lors des réunions ou à chaque manifestation, elles peuvent devenir des rituels qui favoriseraient une meilleure compréhension et appropriation de la raison d'être du parti par ses membres. Pour cela, l'on peut citer entre autres : les hymnes ; les devises ; les cris de ralliement, chants et refrains ; les gestes qui accompagnent certaines formules ; les couleurs.

En outre, lorsqu'un parti politique défend une idéologie clairement arrêtée, elle doit bien sûr la vulgariser. La formation des militants reste un moyen essentiel pour asseoir ses objectifs et sa vision. De nombreux partis politiques disent, là encore, manquer de moyens contrairement et comparativement au P.D.G. Mais même avec des moyens, sans formation des militants, sans manuels, procédures et guides, l'idéologie du parti reste essentiellement théorique, et les membres ne savent pas comment les mettre en pratique. Cette mise en pratique devrait permettre aux membres de connaître les défis et contraintes de la mise en œuvre des grands principes. De tels modules de formation devraient permettre aux membres de comprendre et de discuter de l'idéologie, des valeurs et des symboles du parti ; ils devraient faire partie du processus d'intégration d'un(e) militant(e) dans le parti.

Finalement, pour asseoir sa légitimité et sa pertinence, le parti politique a intérêt à consigner et vulgariser dans des livres de poche, brochures, dépliants et autres supports, accessibles à ses membres, sympathisant(e)s et tout autre personne, son idéologie, sa vision politique, ses symboles et valeurs, etc. À l'heure du numérique, il serait également opportun de penser à la mise en place ou à la création de sites Internet ou de forums de discussions et d'échanges tels que Facebook ou Whatsapp. Hormis le P.D.G., aucun parti ne dispose de ces outils de vulgarisation, ce qui permettrait pourtant de dynamiser et vitaliser les activités associées.

2.2.2. Les pesanteurs du paysage politique gabonais

Pour faire vivre au quotidien un parti politique, sûrement, l'idéologie est capitale mais pour l'exercer, il faut non seulement faire preuve de ténacité mais aussi disposer de moyens financiers à l'intérieur d'un environnement socio-politique et économique favorable.

Cette citation est la réponse d'un dirigeant de parti politique à la question du manque de visibilité idéologique et territoriale de son parti. Si les partis politiques gabonais dans l'ensemble prétendent être porteurs d'une pensée politique qu'ils essaient tant bien que mal de propager, de pratiquer à travers des outils qu'il est possible d'étendre et

d'améliorer, les dirigeants de ces partis reconnaissent que ces idéologies, sous réserve qu'elles soient clairement énoncées, sont plus théoriques que pratiquées. Pour justifier cette réalité incontestable, ils parlent de l'environnement historique, du contexte politique et des moyens financiers. En effet, depuis les années 1960, l'histoire du Gabon en tant qu'objet politique se caractérise par une succession de cycles sans cesse inaccomplis. Or, un environnement avec des lois clairement formulées et qui soient respectées devraient permettre aux partis d'asseoir leurs idéologies. Les dirigeants avancent que depuis toujours, ils n'ont jamais disposé de temps pour asseoir, disséminer, consolider une vision politique. Qu'il s'agisse de la période du parti unique ou de celle du multipartisme, « *les partis politiques sont restés dans la gestion de l'urgence* ». Le pouvoir en place, la société politique, n'a jamais réellement accepté de céder un espace aux partis politiques. En outre, pour fausser la donne, pour tuer la vie politique, on a assisté à une instrumentalisation de l'appareil politique. Certains partis étaient créés sans fondement.

Certains avancent que « *lorsqu'on n'a pas accès au pouvoir, les idées restent théoriques* ». En effet, au Gabon, les partis politiques, dont les représentations sont quasi nulles, manquent de moyens. Si les outils pour asseoir leurs idées peuvent être des congrès, des meetings, des causeries politiques, des points de presse, des communiqués des différents travaux, des formations, des réunions, etc., ils ne disposent pas tous, ont-ils soutenu, de moyens financiers pour mener de telles actions.

La structuration interne des différents partis représente également un point d'achoppement. Quelle est l'organisation interne des partis et comment sont coptés les différents membres ? L'on a observé et l'on observe que – au-delà du P.D.G. qui est implanté sur l'ensemble du territoire – aucun autre parti gabonais n'est autant structuré. Les représentations à l'intérieur du pays sont fonction des origines ethniques des cadres du parti. Il y a une forme de fonctionnement identitaire, régional et ethnique dans l'adhésion au parti. Par exemple, le secrétaire provincial d'un parti se doit d'être nécessairement originaire de ladite province. Une autre phrase restée également célèbre de feu Omar Bongo décrit clairement ce qu'est l'idéologie au sein des partis politiques gabonais. Ce-dernier disait : « Je préfère faire confiance à un bûcheron du Haut-Ogooué qu'à un pédégiste du Woleu-Ntem ». Un bûcheron est un membre du parti le Rassemblement National des Bûcherons. C'est un parti de l'opposition de l'époque, d'où l'opposition avec un pédégiste, qui lui est un militant du PDG. Les aspects ethniques, régionaux, provinciaux apparaissent plus essentiels que l'adhésion au même parti politique. C'est d'ailleurs ce qu'avait démontré G. Rossatanga-Rignault (1993), lorsqu'il soutenait que, dans le cadre des partis politiques en Afrique et précisément au Gabon, le multipartisme se réduirait à un simple « multi-ethnisme ». Le fait ethnique est comme une évidence dans le sens où il est prégnant dans l'organisation et le fonctionnement des partis politiques gabonais. D'ailleurs, à quelques rares exceptions, G. Rossatanga-Rignault (2012) a constaté, dans la plupart des pays africains, la prégnance plus ou moins forte du fait identitaire dans le jeu démocratique.

Le clientélisme est également un élément clé expliquant cette spécificité du paysage politique gabonais. Comme le soutient E. Nguema Minko (2008), nous savons que beaucoup de nos compatriotes gabonais et gabonaises adhèrent à un parti politique davantage pour des intérêts personnels, sans véritable considération idéologique. On

ignore l'intérêt général au profit de ce qu'on appelle communément la « politique du ventre » ! On « mange » parce qu'on se soumet et cela suffit à justifier toutes les compromissions (J.-F. Bayart, 1989 ; E. Nguema Minko, 2008). On assiste plutôt à un phénomène de « bipolarisation », au sens de S. N'Zegho Dieko (2014). Il y a d'un côté, le P.D.G., parti relativement bien structuré dont l'idéologie réelle reste toutefois floue et de l'autre, les partis de l'opposition dont les idéologies énoncées sont similaires avec des structurations totalement incertaines. Les partis et leurs dirigeants se retrouvent à faire des allers-retours entre le camp de la majorité et celui de l'opposition, entre tel parti et un tel autre au gré d'intérêts souvent personnels.

Par ailleurs, en général, un parti politique n'est que le reflet des dirigeants qu'il a. Lorsque l'on a des dirigeants convaincus de leurs projets, des idées qu'ils défendent ou projettent de défendre, les situations sont claires et les partis politiques qu'ils créent jouent pleinement leurs rôles. Or au Gabon, quasiment depuis l'origine, les partis politiques n'ont pas présenté une base idéologique structurée. Derrière cette absence d'idéologies claires, il y a comme un déficit de convictions et une forme de « vacuité idéologique » (G. Rossatanga-Rignault, 1997). Les hommes politiques gabonais n'ont pas, à l'évidence, de réelles convictions, ce qui fait que les partis sont conçus comme des structures au sein desquelles « chacun apporte ce qu'il est et ce qu'il a là où il est convaincu de trouver son bonheur ». L'idéologie apparaît alors ici secondaire.

Deux faits sont essentiels à observer à l'appui de nos propos. Les partis politiques à travers leurs dirigeants ont, d'abord, pour but de conserver le pouvoir lorsqu'ils l'ont ; sinon ils font tout pour l'avoir par des actions loin d'être idéologiques. Ensuite, dans ce paysage politique, ils ne s'autorisent pas un discours clairement défini. Ils parlent tous de la même chose à la même clientèle.

Une telle configuration du paysage politique explique l'inexistence sinon l'atonie de la pensée et de la vision au sein des partis politiques gabonais. A. Owono Mvé (2015) avance que « l'objectif des partis de l'opposition n'est pas tant de répondre aux besoins des populations gabonaises, mais d'assouvir leurs propres besoins soit de s'enrichir, étant donné qu'au Gabon, la politique est tout un métier, soit de vengeance lorsqu'ils ont été mis de côté par le parti au pouvoir » ; ce que E. Nguema Minko (2008) fait ressortir par cette assertion : « les autres ont mangé, maintenant c'est à notre tour », les dirigeants interrogés dans leur majorité avancent que la lutte pour ses idées, pour construire un espace politique « sain et normalisé » doit demeurer au-delà de tous ces aléas bien sûr conséquents et indéniables.

Conclusion

En définitive, si un parti politique est une organisation indispensable à chaque société, l'idéologie au sein d'un parti politique revêt une « importance capitale ». Elle doit être clairement formulée, mise en pratique au quotidien afin de permettre à chacun de pouvoir y adhérer ou pas. Pour cela, la dimension de l'idéologie qui a guidé ce travail est celle qui consiste à la percevoir comme étant à la fois relativement stable mais aussi flexible, changeante et dynamique (T. A. Van Dijk, 1998). S'il nous semble quelque peu exagéré de dire que les partis politiques n'ont pas d'idéologies, il nous semble tout autant abusif, au terme de l'enquête que nous avons menée, de dire que les idéologies au sein des partis

politiques gabonais jouent pleinement leurs rôles. Ainsi, réalité ou utopie, tout est finalement une question de compréhension du paysage politique gabonais et de ce qui le structure depuis de nombreuses décennies. Si l'on ne peut nier la volonté de certains de s'inscrire durablement dans la gestion des affaires publiques à travers la formation des partis définis par des principes assez clairs, il est également impossible de nier l'apparition d'organisations farfelues, sans aucun fondement idéologique qui faussent la donne et qui, de ce fait, n'aident pas à construire un espace politique sain et dynamique pour les différentes idéologies qui, au final, sont davantage énoncées plutôt qu'inscrites dans l'« ADN » des différents partis.

Dans ce sens, nous partageons donc l'idée de la FES selon laquelle aucun parti politique ne peut aspirer au succès s'il n'est pas structuré (S. Friedrich Herbert, 2014). Cette structuration passe non seulement par les valeurs idéologiques énoncées par les textes (pas uniquement orales) mais et surtout rendues visibles au quotidien par des pratiques dynamiques qui permettent à chacun de s'y retrouver. Du dirigeant en passant par les membres, les militants jusqu'aux sympathisants, chacun doit connaître et comprendre l'idéologie de son parti afin de vulgariser la vision et l'action militante de celui-ci. Or, le paysage politique gabonais laisse paraître le fait que, plutôt qu'un multipartisme qui aurait permis de nettement identifier les différentes idéologies des partis et leurs actions, l'on a droit à une forme de « multi-monopartisme », qui serait une absence de pensée propre avec, en prime, une reproduction des modes de fonctionnement du P.D.G. Bien sûr, la question financière reste essentielle dans ce processus de dynamisation des idéologies des partis politiques. Si tant est qu'elle représente la condition sine qua non de la structuration et de l'affirmation des partis sur la scène politique gabonaise comment trouver ces ressources ?

Références bibliographiques

- AUGÉ Axel, 2007, « Les solidarités des élites politiques au Gabon : entre logique ethno-communautaire et réseaux sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2 (n° 123.), p. 245-268.
- BAECHLER Jean, 1976, *Qu'est-ce que l'idéologie ?* Editions Gallimard, Collection Idées.
- BAYART Jean-François, 1989, *L'état en Afrique : La politique du ventre*, Fayard.
- BLOCH Henriette, CHEMAMA Roland, DÉPRET Éric et al., 1999, *Le Grand Dictionnaire de la Psychologie*, Paris, Larousse.
- BOUDON Raymond, 1986, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Fayard.
- CAILLEBA Patrice et EDELBLOUDE Johanna, 2017, « De l'idée à l'idéologie politique », in dosquet Frédéric (Ed.), *Marketing et communication politique*, EMS éditions, 2^{ème} édition, p. 9-85.
- DORTIER Jean-François, 1998, *Les sciences humaines : Panorama des connaissances*, Editions Sciences humaines, PUF.
- DUVERGER Maurice, 1967, *Les partis politiques*, Armand Colin.
- FRIEDRICH Ebert Stiftung, 2014, *Manuel de structuration d'un parti politique*, Presses Universitaires d'Afrique.
- GAULME François, 1992, *Le Gabon et son ombre*, Karthala – Les Afriques.

- LAPALOMBARA Joseph et WEINER Myron, 1966, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press.
- LAVROFF Dmitri Georges, 1978, *Les partis politiques en Afrique Noire, Que sais-je ?* Presses Universitaires de France, deuxième édition, 16^{ème} mille.
- LEVIGOT Laurent, 1994, *Etre bûcheron aujourd'hui*, Editions Gabon d'abord.
- LOEWENSTEIN Karl, 1953, « Les systèmes, les idéologies, les institutions politiques et le problème de leur diffusion », *Revue française de science politique*, 4, p. 677-698.
- MICHEL Johann, 2003, « Le paradoxe de l'idéologie revisité par Paul Ricoeur », *Raisons politiques*, 11, p. 149-172.
- MONIERE Denis et GUAY J. H., 1987, *Introduction aux théories politiques*, Québec/Amérique, Éditeur.
- N'ZEGHO DIEKO Steeve, 2014, *Démocratie et organisation des partis politiques au Gabon*, Hal, ID : halshs-00942757, Archives ouvertes.
- NGUEMA MINKO Emmanuelle, 2008, « La géopolitique du pluralisme culturel au Gabon : Stratégies de longévité politique et techniques gouvernantes clientélistes », *Enjeux*, N°37.
- OWONO MVÉ Armis, 2015, « L'opposition gabonaise n'a ni stratégie, ni idéologie », [En ligne] <http://la-republique-mag.over-blog.com>.
- PARENTEAU Danic et PARENTEAU Ian, 2008, *Les idéologies politiques : Le clivage Gauche-Droite*, Presses de l'Université du Québec.
- ROSSATANGA-RIGNAULT Guy, 2012, « Identités et démocratie en Afrique. Entre hypocrisie et faits têtus », *Afrique contemporaine*, 2 (n° 242.), p. 59-71.
- ROSSATANGA-RIGNAULT Guy, 1997, « Gabon. Radioscopie du théâtre électoral », *L'Afrique politique*, CEAN, Karthala, p. 271-293.
- ROSSATANGA-RIGNAULT Guy, 1993, « Les partis politiques gabonais : un essai d'analyse », *Afrique 2000-Revue africaine de politique internationale*, n° 14, p. 107-123.
- ROUQUETTE Michel-Louis, 1989, « La psychologie politique : une discipline introuvable », *Hermès*, 5-6, p. 219-226.
- SEILER Daniel Louis, 2000, *Les Partis Politiques*, Armand Colin.
- VAN DIJK Teun A., 1998, *Ideology: A multidisciplinary approach*, London: Sage Publications.